

barquer sur le continent européen n'amènera pas l'effondrement des forces ennemies. Nous savons que la lutte sera dure; nos pertes seront lourdes et il y aura beaucoup de pleurs au Canada. Sans oublier toutes ces choses, nous envisageons l'avenir avec confiance, convaincus que le peuple canadien ne négligera rien de ce qui peut nous permettre de tenir jusqu'au bout.

M. MARK C. SENN (Haldimand): Monsieur l'Orateur, pour des raisons toutes particulières je me sens obligé en cette occasion d'écarter l'idée émise hier par mon chef (M. Graydon) pour offrir mes félicitations aux motionnaires (M. Harris et M. Hallé) de l'Adresse en réponse au discours du trône. Je le fais pour deux raisons; d'abord parce qu'en rendant hommage à ces deux vaillants messieurs je rends également hommage aux forces armées du Canada dont ils font partie. Et en second lieu parce que, si mes renseignements sont exacts, ces deux honorables députés représentent à la Chambre des circonscriptions rurales semblables à la mienne.

On me permettra également de féliciter l'honorable préopinant (M. Booth) qui vient de prononcer son premier discours à la Chambre. La description qu'il a donnée de la situation en ce qui concerne notre armée d'outre-mer était des plus intéressantes.

Les remarques que je me propose de faire ce soir seront brèves et se borneront presque exclusivement à un seul sujet, savoir la situation dans laquelle se trouve l'agriculture. Tous conviendront que la production des vivres joue dans notre effort de guerre un rôle aussi essentiel que la production de toute autre denrée. Le cultivateur canadien le sait bien et il fait tout son possible pour apporter à notre effort de guerre la contribution maximum que nous attendons de lui. Malheureusement il doit faire face, dans divers domaines, à des obstacles énormes qu'il se trouve incapable de surmonter et que nous devons faire disparaître, si nous voulons pousser à son maximum notre production de denrées alimentaires.

Le discours du trône se divise logiquement en deux parties. Les premiers paragraphes traitent de questions relatives à la guerre, et il convient, comme nous l'admettons tous, j'en suis sûr, que la Chambre soit d'abord saisie des mesures concernant notre participation à la guerre. Les besoins de notre armée, de notre marine et de notre aviation doivent être étudiés avec le plus grand soin, et le Gouvernement a le devoir de faire connaître à la Chambre, avec tous les détails possibles, dans quelle mesure ces besoins sont satisfaits, tout comme l'opposition a le devoir de faire entendre des critiques, lorsque la chose est néces-

[M. Booth.]

La deuxième partie du discours du trône est consacrée en programme législatif du Gouvernement, et je me permettrai de dire qu'elle saire, et de formuler des propositions d'ordre pratique.

est plus remarquable par l'omission de certains sujets que par ceux qu'elle mentionne. L'amendement présenté hier par mon chef, amendement que je me propose d'appuyer, nomme trois de ces sujets: la question du capital humain, celle de la main-d'œuvre et celle que constituent les problèmes particuliers à l'agriculture. Il est très désappointant à mon avis que le discours du trône n'apporte aucune solution aux problèmes importants et immédiats de l'agriculture. On a bien suggéré une étude en vue d'assurer aux industries primaires un revenu suffisant après la guerre, mais on n'indique aucune mesure propre à parer à la pénurie de main-d'œuvre sur les fermes et à assurer un juste rapport entre les prix des produits agricoles et le coût des marchandises et des services nécessaires aux cultivateurs.

Il sera difficile, je crois, pour la nation comme pour moi de comprendre l'absence dans le discours du trône de toute législation relative à ces questions. Il faut certainement trouver une solution, autrement l'agriculture ne pourra pas donner les résultats que nous en attendons. De plus, elle est incapable, à mon avis, de répondre aux demandes relatives à une plus grande production alimentaire. Ces demandes sont nécessairement très lourdes. Dans son discours d'hier le premier ministre (M. Mackenzie King) a parlé de la quantité de denrées alimentaires expédiées au Royaume-Uni. Il attribue à son gouvernement et à lui-même une part du mérite de ce résultat. Sans doute, l'année dernière, la production du Canada a été considérable; c'est là un résultat remarquable. Commencant tôt et finissant tard, les cultivateurs du Canada ont tout mis en œuvre pour arriver à ce résultat et ont droit, sous ce rapport, à tout le crédit attaché à notre magnifique contribution à l'effort commun.

Les exigences imposées à l'agriculture, ai-je dit, sont particulièrement lourdes. A la conférence agricole entre le Dominion et les provinces, tenue en décembre dernier, on a déterminé les objectifs de la production de 1943. Cette réunion était convoquée, je crois, par l'office du ravitaillement en produits agricoles, et son programme comporte une augmentation considérable de la production alimentaire sur celle de 1942. Par exemple, on demande une augmentation de 285,000,000 livres de viande, ou une augmentation de 16 p. 100 sur la production de 1942 et de 18 p. 100 sur celle de